

# « LES DIRIGEANTS DU GOLFE SONT DES ROIS NUS »

Une interview de Ghassan Salamé, directeur de recherche au CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques

LA CROIX - 29-09-1990

**C**omment expliquez-vous l'écho favorable rencontré par Saddam Hussein dans le monde arabe?

- Ghassan Salamé : Au 1<sup>er</sup> août, le monde arabe ne connaissait ni la vague de démocratisation de l'Europe de l'Est ni la croissance économique des pays occidentaux, mais au contraire le renforcement des régimes autoritaires et la récession. Qui plus est, au moment où l'ONU commençait à s'imposer comme un instrument de résolution

des conflits régionaux, ses résolutions sur le conflit israélo-palestinien restaient lettre morte. Ce blocage des sociétés et des pouvoirs pèse tellement sur l'ensemble de la région que n'importe quel changement radical est porteur d'espoir. Parce qu'elle a bousculé ce *statu quo*, l'invasion du Koweït a été favorablement accueillie. C'est cela qui est fondamental, beaucoup plus qu'une identification à Saddam Hussein ou une espèce de démonisation subite des Koweïtiens.

- La crise du Golfe a mis au grand jour la division des pays arabes. Peut-on encore parler de nation arabe?

- La crise n'a fait qu'aggraver cette division. A la veille de la crise, la solidarité arabe était loin d'être à son zénith. La Ligue arabe fonctionnait avec beaucoup de difficultés, les pays du Maghreb - qui avaient toujours réussi à arracher aux pays du Golfe un peu d'argent - ont vu leurs investissements se réduire drastiquement depuis cinq ans. Songez qu'il n'y a eu aucun investissement arabe en Tunisie en 1989.

- Comment les régimes arabes ont-ils choisi leur camp dans la crise?

- Chaque pays a réagi en fonction de calculs particuliers. L'Arabie Saoudite défend son intégrité territoriale et son existence. L'Égypte se débat contre l'énormité de sa dette et répond aussi aux exactions de

l'Irak contre les travailleurs égyptiens. Au Maghreb, c'est l'hostilité aux nouveaux riches du Golfe et la montée de l'islamisme qui ont joué. Les partis non islamistes ont trouvé dans Saddam Hussein un porte-drapeau tout à la fois populaire et non islamiste. Ce qui a mis les courants islamistes dans une position très inconfortable. Quelle que soit l'issue de cette crise, la plupart de ces régimes, pro ou anti-irakiens, seront redevables à Saddam Hussein d'avoir démontré que l'on pouvait être relativement populaire sans être islamiste.

- Saddam Hussein n'a-t-il pas adopté une rhétorique islamique?

- Non, il utilise tous les registres, islamiste ou nationaliste arabe, avec déjà ce résultat d'avoir scindé le mouvement islamiste entre ceux qui le suivent, ceux qui restent solidaires de leur bailleur de fonds saoudien et ceux qui jouent les équilibristes comme l'Algérien Madani.

- Comment le monde arabe envisage-t-il une sortie de la crise? Compte tenu de sa division, n'attend-il pas une solution venue de l'extérieur, en l'occurrence des pays occidentaux?

- Cette crise a démontré encore plus clairement ce que l'on savait déjà : l'incapacité des Arabes à résoudre leurs problèmes. Mais aussi le danger des dictatures, c'est-à-dire d'un système où une personne ou un petit groupe peut engager toute une

société, voire même toute une région. Les États sont apparus beaucoup plus faibles qu'ils ne veulent bien le dire. Les dirigeants du Golfe sont comme des rois nus. La crise a également illustré le fait que le *statu quo* ne pouvait être défendu que par les Américains. Cette fragilité ne pourra être corrigée que par des changements internes, car les pouvoirs en place ont aujourd'hui besoin de la loyauté de leurs citoyens. Tout dépendra des leçons que les dirigeants du Golfe tireront des derniers événements.

- Les régimes arabes peuvent-ils accepter le maintien de la présence américaine dans la région?

- Je crois que les Américains vont s'installer pour longtemps. Ils sont en train d'ériger en place un mur pour protéger les puits de pétrole et les pétromonarchies. On risque d'assister à la création d'une énorme enclave péninsulaire, protégée par les États-Unis, comprenant les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et contenant 40 % des réserves mondiales de pétrole. Le Golfe serait ainsi isolé du reste de la région, divisée entre, d'un côté des pays riches, sous-peuplés, et mal défendus, de l'autre, des pays pauvres, plus peuplés et militairement plus forts : l'Irak, l'Iran, la Syrie, l'Égypte et le Yémen. Aux yeux des États-Unis, la guerre Irak-Iran avait permis de maintenir un équilibre en-

tre l'Irak, l'Iran et les pays du Golfe en neutralisant les deux premiers. A partir du moment où le rapprochement entre Bagdad et Téhéran menaçait cet équilibre, les États-Unis ont été poussés à intervenir.

- Comment les États-Unis pourront-ils concilier cet objectif avec l'antiaméricanisme exacerbé des populations arabes?

- Je crois que les Américains ne réussiront pas sans faire quelque chose de substantiel sur la question palestinienne. Tant que le problème fondamental n'aura pas été résolu, à savoir que les Arabes sont encore opposés à Israël, principal allié des Américains dans la région, on ne pourra pas créer d'alliance stratégique. La négation des droits palestiniens et l'isolement des pays du Golfe serait un défi trop lourd à gérer pour les États-Unis. Les dirigeants du Golfe sont aujourd'hui devant un choix historique : ou ils s'entendent avec les Américains pour construire un mur efficace, mais qui s'écroulera à leur départ et qu'ils devront entretenir financièrement, ou bien ils font le choix d'un véritable contrat avec les autres pays arabes. Pour faire des années 90 la décennie du développement arabe. Malheureusement, j'ai l'impression qu'ils font le choix du mur...

Recueilli par  
François d'ALANÇON



Ghassan Salamé. (D. R.)